

Éco-conseiller La profession a vingt ans et de beaux jours devant elle



Émile-Jean Wybrecht. Photo Lucien Naegelen



Anne-Julie Grimm. Photo Roman Bernard



Pierre Noguès. Photo Jean-Marc Loos

Maîtriser les énergies dans la ville

« Je sentais, dès cette époque, que la dimension environnementale allait se développer dans l'entreprise ». L'époque, c'est celle des débuts de l'Institut strasbourgeois Éco-conseil, dont Émile-Jean Wybrecht est un des premiers diplômés. Éco-conseiller de la première promotion, cet Altkirchois d'origine est passé par des études de géologie pour atterrir au service des espaces verts de Mulhouse. Il a débuté avec un dossier chaud : celui du risque industriel à l'usine chimique ICMD. Il a dû gérer les relations entre l'entreprise et les riverains deux ans après un sinistre qui a durablement marqué les esprits : « Depuis, on sait à quel point la question environnementale a pris de

l'ampleur dans les collectivités ». Émile-Jean Wybrecht en est l'illustration. À 50 ans, il dirige l'Agence locale de maîtrise de l'énergie : une équipe de sept salariés, qui réalise des diagnostics énergétiques, du conseil personnalisé, de l'information délocalisée. Son territoire d'action s'est étendu des cinq communes de la Camsa historique aux 27 de communauté d'agglomération mulhousienne d'aujourd'hui. Ses missions se sont étendues. Centrées à l'origine sur les déchets, elles concernent un large panel : le patrimoine public, le climat, toutes les formes d'économies d'énergie et d'énergies renouvelables...
L.N.

Entre consommateurs et décideurs

Anne-Julie Grimm, 35 ans, directrice de la Chambre de consommation d'Alsace (CCA) depuis peu, est éco-conseillère depuis dix ans. Géographe de formation, elle s'est formée à l'éco-conseil à Strasbourg. « Pour effectuer un métier dans la communication et la médiation en rapport avec l'environnement et le développement durable, dans une démarche non-culpabilisante, pragmatique et concrète », dit-elle. Son métier, elle le juge « motivant », même s'il « est potentiellement décourageant » parce que les résultats ne sont pas immédiats. Sa mission est de faire le lien entre consommateurs et décideurs. Aux premiers, elle propose des opéra-

tions de sensibilisation aux enjeux environnementaux, avec notamment des conférences, des réunions et des formations pratiques. Aux seconds, elle fait remonter les revendications des premiers, et s'assure que leurs intérêts sont respectés. Depuis dix ans, Anne-Julie Grimm constate « de réels progrès dans la prise de conscience » des décideurs et des consommateurs. « L'éco-conseil a acquis une portée réelle dans la société, estime-t-elle. Nous sommes désormais entendus. Plusieurs des recommandations de la CCA ont été mises en œuvre dans les politiques publiques. »
R.B.

Agir dans un aéroport

Pierre Noguès, qui a passé la formation d'éco-conseiller il y a dix ans (il en avait 30), dirige depuis six ans le service Qualité et environnement de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim. Des notions compatibles ? Justement : c'est là, dans ces temples de la modernité polluante, qu'il faut être présent. Là, comme il le dit joliment, qu'« il y a nature à agir ». « Un aéroport concentre toutes les dimensions de l'environnement : le bruit, l'air ou encore les déchets », constate ce généraliste de l'environnement, formé en outre à la médiation. L'affaire DHL, qui a vu, en 1997, 15 000 personnes défiler dans les rues contre une hausse du trafic aérien, semble avoir joué un rôle de traumatisme originel. Le protocole d'accord restreignant l'activité de nuit est plus que jamais en vigueur. Et en matière d'environnement, Strasbourg-Entzheim se veut extrêmement vertueux. Alors que l'aéroport possède déjà sa

rhizosphère pour le traitement des eaux usées (1 200 personnes travaillent sur le site), sa déchetterie et cinq stations de mesure du bruit, Pierre Noguès rêve tout haut de solaire, de géothermie voire de chaudière au bois... Cinquante actions pour l'environnement sont consignées dans une charte renouvelée tous les cinq ans. Cette politique « proactive » sur la question environnementale va jusqu'à la sensibilisation des commandants de bord, afin de promouvoir des techniques de pilotage plus douces. Elle devrait être récompensée en juillet par l'obtention de la certification ISO 14 001, dont seule une demi-dizaine d'aéroports français peut se prévaloir. Économie et écologie pourraient ainsi ne plus s'opposer ? « Aujourd'hui », assure Pierre Noguès, « on ne peut plus se développer sans prendre en compte l'environnement ».
H. de C.

Un métier qui a beaucoup évolué

Nés en France il y a vingt, à Strasbourg, les éco-conseillers ont contribué à faire grandir la conscience environnementale.

« À ses débuts, l'éco-conseiller travaillait près du local à pouelles ; aujourd'hui, son bureau est à côté de celui du directeur. » Sous son apparence humoristique, cette boutade de Jean-François Vallès, président de l'Asfec, association française des éco-conseillers, résume bien le parcours de ce métier de conseiller en environnement, né en France il y a vingt ans, à l'institut Éco-Conseil à Strasbourg.

Un anniversaire fêté par un colloque, ce 18 avril, sur l'action des éco-conseillers dans la lutte contre le changement climatique. « Au départ, les embauches se faisaient dans les

collectivités, pour des actions précises : gestion des déchets, de l'eau... Souvent, c'était le premier poste "environnement" dans la structure. Peu à peu, ils sont intervenus sur d'autres thèmes. Aujourd'hui, ils dirigent des services de plusieurs personnes, où ils ont une action transversale, sur toute la politique de la collectivité », note de son côté Michelle Ernewein, directrice de la formation.

Économie et environnement

L'autre grande évolution a été le boom des embauches en entreprise à la fin des années 90 : « L'augmentation de la réglementation, la prise en compte de l'environnement par les grands groupes et la prise de conscience du consommateur expliquent cette évolution », reprend Michelle Ernewein. Pour Jean-François Vallès, « les entreprises ont compris que l'en-

vironnement n'était pas un handicap économique, au contraire. » Ce qui n'était pas gagné au départ, comme lui-même a pu le vivre : « Lors de ma formation il y a dix ans, j'étais atypique car j'avais fait des études d'économie, face à des biologistes, des scientifiques. Aujourd'hui, un quart des promotions viennent de l'économie. »

Les éco-conseillers avaient une image de « baba cools », nous

avons dû forcer sur les costards-cravate pour montrer leur sérieux. Et cela marche : « Désormais l'éco-conseiller intervient directement dans la stratégie globale de l'entreprise, au sommet. » Reste que, costard-cravate ou pas, « nous gardons une démarche militante ; avec toujours cette idée d'apporter notre petite pierre à l'environnement. »

Françoise Marissal

Repères

■ Les premiers éco-conseillers sont apparus en Allemagne en 1985 chez un industriel désireux de réduire ses impacts environnementaux. N'ayant pas trouvé de professionnels ayant une vision globale de l'environnement, il a créé les « Umweltberater ». Un projet pilote est né en 1987 pour étendre le concept à d'autres

régions d'Europe, dont l'Alsace et le Bade-Wurtemberg. ECO-Conseil était né.

■ 560 éco-conseillers ont été formés à Strasbourg. Le concept reste unique en France. En 2007, 40 % travaillaient en collectivités, 8 % en organismes publics, 34 % en entreprise, 17 % en associations, 1 % en divers.

Une banque à coloration verte

Zacharie Hssain, 31 ans, refile un tout autre profil. Éco-conseiller à la Banque populaire où il est entré il y a un an, il veut donner au monde bancaire une coloration verte.

« Dans un projet, quel qu'il soit, la recherche de financement est primordiale, dit-il. D'où l'intérêt de mon poste vis-à-vis des particuliers, auxquels la Banque populaire d'Alsace propose des prêts à taux bonifiés ainsi qu'un conseil avisé dans le développement durable ».

Mais Zacharie Hssain intervient également en interne, en sensibilisant le personnel et en proposant des plans d'action respectueux de l'environnement. Une cohérence avec l'engagement de la banque, ins-



Zacharie Hssain. L.N.

tallée depuis quelques années dans un siège HQE (haute qualité environnementale) à bilan énergétique exemplaire.

L.N.